

Informations pratiques

Dans les quatre mois précédant chacune des journées thématiques, vous pourrez consulter sur notre site :

<http://droit.univ-lille2.fr/chj-cnrs/>

le programme scientifique ; vous y trouverez également la date et le lieu précis de la réunion. Sur demande, ces informations pourront vous être envoyées personnellement.

L'appel à communication pour les journées thématiques est ouvert !

N'hésitez pas à faire parvenir vos propositions directement auprès de Sarah Castelain. Notre comité scientifique sera heureux de les examiner.

CONTACT :

Sarah Castelain
sarah.castelain@univ-lille2.fr
Tél/Fax. : 03.20.90.74.43

La résolution des conflits

*Justice publique et Justice privée :
une frontière mouvante*

Mai 2006 – Juin 2008

Bruxelles, Douai, Francfort, Lille, Roscoff

JOURNÉES D'ÉTUDE ORGANISÉES PAR LE CENTRE D'HISTOIRE JUDICIAIRE

en collaboration avec :

le Centre de Recherche en Histoire du Droit et des Institutions de Bruxelles
le Max-Planck-Institut für europäische Rechtsgeschichte à Francfort
le Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées au Droit Privé de Lille
l'Institut d'Etudes Judiciaires de Lille
la Faculté de droit Alexis de Tocqueville de Douai

Approches épistémologiques

Organisée en collaboration avec l'Institut d'Etudes Judiciaires de Lille
Faculté de droit de Lille - Amphithéâtre René Cassin
1 place Déliot
59000 Lille
Métro : Porte de Douai

Résumé général

12 mai 2006

Notre droit actuel met à la disposition des justiciables et des professionnels de la justice tout un arsenal juridique, renforcé depuis les années '90 par la multiplication des modes alternatifs de résolution des conflits, pour que l'issue d'un litige intervienne le plus rapidement possible et à moindres frais. Face à la diversité des modes de résolution existants (conventionnel, juridictionnel, d'essence publique ou privée), comment et par qui la répartition des matières est-elle effectuée ? Relève-t-elle d'un choix des parties ou est-elle imposée par l'Etat ? Pour quelles raisons et selon quels critères ?

C'est afin d'apporter des réponses à toutes ces interrogations que notre projet de recherche, mené sous un angle comparatif et pluridisciplinaire, s'étendra à plusieurs pays d'Europe (France, Allemagne, Benelux) et couvrira un champ chronologique allant du Moyen Age à nos jours.

Notre cycle de journées d'étude débutera par une journée épistémologique destinée à apporter l'éclairage de spécialistes dans diverses disciplines sur les notions de justice publique et privée. Celle-ci sera suivie de cinq autres journées, dédiées chacune à l'étude d'un type particulier de conflit, afin d'envisager les différents modes de résolution qui y ont été appliqués hier et aujourd'hui, en France et ailleurs, mais également de proposer des pistes de réflexion pour l'avenir.

Mot d'accueil par **FRANÇOISE DEKEUWER-DEFOSSEZ**,
Doyen de la Faculté de droit de Lille

Présentation du projet par **SERGE DAUCHY**,
Directeur du Centre d'Histoire Judiciaire

Sous la présidence de **CHARLES JARROSSON**,
Professeur à l'Université de Paris II, rédacteur en chef de la Revue de l'arbitrage

JACQUES COMMAILLE
(Professeur à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan)

YVES JEANCLOS
(Professeur à la Faculté de droit de Strasbourg)

MICHEL VAN DE KERCHOVE
(Professeur aux Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles)

JEAN-CLAUDE FARCY
(Chargé de recherches au CNRS, Centre Georges Chevrier, Dijon)

EVELYNE SERVERIN
(Directeur de recherches au CNRS, IRERP, Université de Paris X - Nanterre)

JACQUES FIERENS
(Avocat, Professeur aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur et à l'Université de Liège)

Conclusions par **JEAN-JACQUES TAISNE**
(Avocat, Professeur à la Faculté de droit de Lille et directeur de l'Institut d'Etudes Judiciaires de Lille)

DAVID HIEZ
(Maître de conférences à la Faculté de droit de Lille)

*« La résolution des conflits en matière pénale,
entre pacification, répression et réparation »*

Journée d'étude organisée en collaboration avec la Faculté de droit de Douai

à Douai, octobre/novembre 2006

L'affirmation de la puissance étatique comme moyen d'assurer la paix intérieure est passée par une prise en charge directe par l'autorité publique de la résolution du conflit violent, alors analysé comme un trouble à l'ordre social ou aux principes fondamentaux de la morale. S'est ainsi mis en place un système totalement étatisé tendant à exclure les parties (particulièrement les victimes) du procès. Il ne s'analyserait plus comme un processus de résolution de conflit, pacificateur ou réparateur, mais comme la mise en œuvre d'une « vengeance publique » ou d'une « répression » inexorable et nécessaire au rétablissement de l'ordre public.

Toutefois, cette tendance de la justice du système juridique romaniste n'a jamais totalement étouffé l'idée d'un règlement des conflits faisant participer les parties au procès. C'est sur la complémentarité de ces procédures et sur le rôle des acteurs de ces différentes formes de résolution des conflits que s'orientent les thèmes de cette journée d'étude, envisagée dans une perspective historique et comparative.

L'existence de modes de résolution des conflits ou même de véritables procédures judiciaires favorisant la réparation voire la conciliation ou la médiation publique ou privée, en parallèle au procès inquisitoire ou en remplacement de celui-ci, est en effet avérée pour l'époque médiévale ou moderne. Il conviendrait alors de s'interroger non pas sur l'opposition entre ces procédures, reflet d'une concurrence entre l'Etat et la société (individus ou communautés), mais plutôt sur leur complémentarité dans le règlement des conflits. La négociation s'inscrit alors dans une réponse pénale participant au maintien de l'ordre. L'actuel regain d'intérêt pour les procédures négociées (médiation, composition pénale, "plaider coupable") traduit sans doute une préférence de la société libérale pour une résolution contractualisée des conflits pénaux. Mais elle révèle peut-être aussi une nouvelle forme de contrôle étatique sur la transgression, dans un système où l'initiative de la démarche négociatrice revient à l'autorité publique et où la négociation se fait entre parties inégales. Il conviendrait donc de revenir sur la réalité de leur concurrence ou à l'inverse sur leur complémentarité voulue et acceptée par l'autorité publique, en fonction des matières, des époques, des circonstances précises du conflit et des buts poursuivis.

Enfin, le rôle des parties dans le choix de la procédure nécessiterait aussi d'être envisagé en fonction de leurs intérêts et des buts qu'elles poursuivent : pacification, répression ou réparation.

« La résolution des conflits familiaux »

Journée d'étude organisée en collaboration avec le LERADP,
Université de Lille II

à Lille, mars 2007

La famille – qui devrait être un lieu privilégié d'entente – est souvent le théâtre de conflits passionnés. C'est aussi un lieu privé, et même intime, par excellence dont l'Etat répugne cependant à se désintéresser.

Ce double paradoxe explique les contraintes contradictoires qui pèsent traditionnellement sur le choix des modes de résolution des conflits familiaux et la volonté de surmonter ce paradoxe justifie les efforts tentés pour trouver des voies de règlement originales de ces conflits. Partout et à toutes les époques on a en effet cherché le moyen idéal de les apaiser et, à défaut, de les régler. L'espoir de permettre une issue si possible négociée et, en toute hypothèse, rapide et discrète, seule à même de préserver le lien familial, milite pour une résolution « à l'interne » mais l'Etat, soucieux d'assurer le bon fonctionnement de l'institution familiale, est souvent amené à imposer un contrôle externe, quand il ne prétend pas imposer purement et simplement sa justice... Le souci de tenir compte des caractères particuliers des conflits familiaux peut toutefois le conduire à mettre en place des juridictions spécifiques et/ou à exiger une participation de la famille.

Les expériences menées en la matière révèlent donc un choix difficile entre justice privée et publique, quand elles ne procèdent pas d'un savant mélange entre ces deux types de justice.

Ce sont ces diverses expériences que nous nous proposons d'étudier en répondant, par exemple, aux questions suivantes : Qui est ou a été appelé à participer à la résolution des conflits familiaux ? Quels moyens spécifiques ont été mis en œuvre pour régler ces conflits ? Pourquoi certains procédés (tel, par exemple, la médiation familiale) réussissent-ils ici et pas ailleurs ?...

*« Les conflits entre peuples
De la résolution libre à la résolution imposée »*

Journée d'étude organisée en collaboration avec le
Max-Planck-Institut für europäische Rechtsgeschichte

à Francfort, septembre/octobre 2007

La notion de « conflits entre peuples », tout en ancrant la réflexion dans le passé, rend compte de la dimension humaine (à la fois collective et individuelle) des conflits sans s'opposer à une acception juridique ou politique.

Ainsi on s'intéressera aux conflits ethniques, doublés souvent d'une dimension religieuse, et aux guerres civiles qui traduisent la volonté d'une ethnie de rejoindre le peuple d'un autre Etat ou de constituer un Etat nation, conformément à l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est ce principe qui, dans les traités de paix de l'après Première Guerre mondiale, dessine la carte de l'Europe, du Moyen-Orient et d'une partie de l'Afrique et nourrit les grands conflits ultérieurs (Seconde Guerre mondiale, conflits des Balkans, conflits du Moyen Orient, et du Rwanda dans une certaine mesure...). Les minorités ethniques (scories de peuples éclatés entre plusieurs Etats) sont en effet des ferments d'agitation qui peuvent déclencher un conflit entre Etats.

Enfin, on ne négligera pas la dimension génocidaire des conflits contemporains : le génocide comme mode ultime de résolution d'un conflit ancré dans le temps avec une minorité raciale et/ou religieuse indésirable et qui se distingue précisément des autres crimes de masse contre les civils par l'intention d'éliminer un peuple.

Jusqu'au XX^e siècle, on peut considérer que les Etats sont maîtres de la manière dont ils règlent leurs différends (notamment par la guerre qui constitue longtemps un mode normal de résolution des conflits) et de la manière d'en sortir (traités de paix négociés entre eux, sans jugement moral ni suites judiciaires). Le XX^e siècle voit le recours à la guerre progressivement interdit et la résolution des conflits échapper aux belligérants par l'intervention de tiers qui proposent et, de plus en plus, imposent leurs solutions : la communauté internationale, et en particulier les Nations unies, ou des Etats puissants qui autolégitiment leur intervention.

*« La résolution des conflits entre
gouvernants et gouvernés »*

Journée d'étude organisée en collaboration avec le CRHIDI de Bruxelles

à Bruxelles, février 2008

De nombreuses études, marquées ou non par une inspiration idéologique et/ou politique, ont déjà traité (d'un point de vue juridique, politique ou socio-économique) des conflits qui, de l'Antiquité à nos jours, ont opposé les gouvernants aux gouvernés au sujet de la légitimité de ces gouvernants, du choix des personnes et oligarchies qui exercent le pouvoir ou, plus ponctuellement, d'un rejet partiel ou complet de leurs décisions et choix de société. On s'est surtout intéressé aux différents modes d'expression de ces conflits qui, selon les lieux et les époques, se sont manifestés par des insurrections, des révoltes et révolutions, ou encore des grèves et manifestations. En revanche, on s'est peu intéressé aux modes de résolution de ces conflits et à leurs acteurs.

L'objet de la présente recherche est d'abord de mieux cerner les acteurs de cette résolution des conflits entre gouvernants et gouvernés (envisagés à titre individuel ou collectif). Pour la période médiévale et les Temps modernes, on peut citer, parmi d'autres exemples, les autorités urbaines (y compris les métiers et corporations), les assemblées représentatives et éventuellement l'Eglise, d'une part, le prince et ses représentants (officiers ou commissaires) comme les seigneurs locaux, d'autre part. Pour l'époque contemporaine, on pensera davantage aux syndicats, collectifs divers, partis politiques et groupes de pression comme interlocuteurs des mandataires élus et autres représentants des autorités publiques, des administrations ou encore des médiateurs.

Au-delà des acteurs, se pose surtout la question des moyens dont ceux-ci disposent pour aplanir et résoudre les conflits. On pourra ainsi s'interroger sur la pertinence des discussions et pourparlers formels ou informels, des concessions et accords oraux et écrits ou encore de l'adaptation des lois existantes ou de la promulgation de nouvelles normes législatives ou réglementaires comme modes extrajudiciaires (ou alternatifs) de résolution des conflits entre gouvernants et gouvernés ; sans oublier de confronter ceux-ci aux possibilités d'un règlement judiciaire de ces mêmes conflits, puisque tant les juridictions civiles qu'administratives ont, depuis la fin du Moyen Age, été appelées à trancher des litiges de ce type.

« *La résolution des conflits en matière de commerce, terrestre et maritime* »

à Roscoff, juin 2008

Le droit français, qui attribue le contentieux commercial à des juridictions spécialisées, fait aujourd'hui figure d'exception. Dans la plupart des autres pays de la communauté européenne, la matière est de la compétence des tribunaux de droit commun.

Les spécificités et les impératifs du monde économique qui colorent le contentieux commercial ont, depuis l'Antiquité, justifié que les litiges en la matière soient soumis à un régime propre et non à la procédure suivie devant les juridictions de droit commun. Il faut toutefois attendre le milieu du XVI^e siècle pour que le pouvoir royal institue une juridiction commerciale à part entière : la juridiction consulaire, créée d'abord pour Paris en 1563. Celle-ci, composée de juges élus par et parmi les marchands et fonctionnant selon des règles propres, est vivement critiquée par les juridictions ordinaires et notamment par le Parlement qui obtient en 1681 que les litiges survenus en matière de commerce maritime relèvent d'autres juridictions d'exception : les Amirautés. Mais alors que les Amirautés sont supprimées à la Révolution, les tribunaux de commerce, consacrés par le Code napoléonien de 1807, subsistent encore de nos jours.

Le monde des affaires est en outre un domaine caractérisé par un grand besoin de souplesse, dans lequel les acteurs de la vie économique disposent de multiples solutions pour résoudre leurs litiges. Ainsi peuvent-ils prévoir, en amont du litige, l'insertion dans leurs contrats de clauses relatives à la résolution de leurs éventuels conflits (clauses d'amiable composition ou clauses prévoyant une procédure de conciliation préalablement à tout recours contentieux). Et, en l'absence de telles dispositions contractuelles, les conflits commerciaux nécessitant d'être résolus avec rapidité et confidentialité, il est fréquent que les parties recourent à des procédés tels que l'arbitrage ou la conciliation. Par ailleurs, il est à noter que le commerce, lorsqu'il met en présence des acteurs de nationalités différentes, voit parfois ses conflits réglés par des instances internationales (CJCE) et selon les règles du droit international privé.

Juridictions d'exception, règles particulières, procédures abrégées et allégées, modes alternatifs de résolution des conflits multiples : voici l'état de l'arsenal juridique français à la disposition des « commerçants ».

Dans quelle mesure les acteurs économiques préfèrent-ils recourir à tel mode de résolution plutôt qu'à tel autre ? Pour quel résultat ? Que vaut l'exception française des juridictions consulaires par rapport à ce qui se pratique dans les autres pays européens ? Se justifie-t-elle toujours aujourd'hui ?